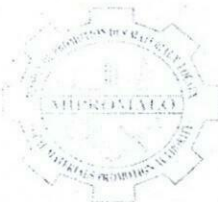


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIS - TRAVAIL - PATRIE

MINISTRE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

MISSION DE PROMOTION
DES MATERIAUX LOCAUX



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF SCIENTIFIC
RESEARCH AND INNOVATION

LOCAL MATERIALS
PROMOTION AUTHORITY

BP 2196 YAOUNDE, Rue 3391 Nkolbikok ; Tél : (237) 691 14 25 52/ 677 603 462/ 222 23 12 73 /222 23 12 74
E-mail : mission@nipromalo.cm ; contact@nipromalo.cm ; Site web : www.nipromalo.cm

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM/26 DU 06 MARS 2026
POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE SUV OU STATION WAGON (EN
PROCEDURE D'URGENCE).

OBJET : Budget d'Investissement Publi ; MIPROMALO

Mission de Promotion des Matériaux Locaux
(MIPROMALO)



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°005/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM/26 DU 06 MARS 2026
POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE SUV OU STATION WAGON OU EQUIVALENT
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du BIP MINRESI exercice 2026, le Directeur Général de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition d'un (01) véhicule SUV ou station wagon (en procédure d'urgence).

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente lettre commande concerne l'acquisition d'un (01) véhicule SUV ou station wagon ou équivalent (en procédure d'urgence).

Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres ne comporte aucune tranche et est en un (01) lot unique. La période de couverture est de six (06) mois.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quarante-cinq millions (45 000 000) F.CFA.

4. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage objet du présent appel d'offres est de six (06) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres ouvert est ouverte aux entreprises Camerounaises ayant les compétences dans le domaine de la sécurisation.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP MINRESI de l'exercice 2026 dont l'imputation est

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à neuf cent mille (900 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Aussi, ladite caution timbrée devra être accompagné du récépissé de consignation délivrée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDAEC) conformément aux prescriptions de la lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux : B.P. 2396 Yaoundé, Tél : (237) 691 14 25 52 Fax : (237) 222 22 37 20 ; Dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marches-publics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou par tout autre moyen de communication électronique fixé par le maître d'ouvrage.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu, consulté et retiré à la Direction des Affaires Générales de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux : B.P. 2396 Yaoundé, Tél: (237) 691 14 25 52 Fax : (237) 222 22 37 20 ; Contre versement d'une somme de : quarante-cinq mille (45 000) F.CFA non remboursable, payable sur le compte Spécial CA : ARMP N° 005/000 ouvert auprès des agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, marquée comme telle, devra parvenir à la Mission de Promotion des Matériaux Locaux, au plus tard le **29 AVR 2026** à 12h et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 005/000/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM/26 DU 03 MARS 2026 POUR L'ACQUISITION D'UN (01) VEHICULE SUV OU STATION WAGON (EN PROCEDURE D'URGENCE).

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" »

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps. En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques [et/ou] financières aura lieu le **2.9.AVR.2026** à 13 heures par la Commission de Promotion des Marchés du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué dans la salle de conférences de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres. En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

[Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

[Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires]

15.1 Critères éliminatoires

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.]

il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 80 % critères essentiels sur 100% ;
- de l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ; [le cas échéant]
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO, le cas échéant ;
- du défaut de production des échantillons requis à l'ouverture des plis ; [le cas échéant]
- de l'absence du certificat d'origine ; [le cas échéant]
- du non-respect de 80 % des spécifications techniques mineures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO, le cas échéant ;
- de l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par le fabricant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ; [le cas échéant]
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- de l'absence de la caution de soumission timbrée devra être accompagné du récépissé de consignation délivrée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDAEC) conformément aux prescriptions de la lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.
- de l'absence de la lettre de soumission [le cas échéant]
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Non-respect du format de fichiers des offres. [En cas de soumission en ligne]:

NB : En fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajoutés lors de l'élaboration des DAO.

15.2 Critères essentiels

[Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.]

[Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.]

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le délai de garantie ;
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
- la capacité financière ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières (le cas échéant) ;
- le chiffre d'affaires annuel selon le bilan certifié ou la déclaration statistique et fiscale ;
- la qualification et l'expérience du personnel, le cas échéant ;
- les moyens logistiques, le cas échéant ;
- la méthodologie, le cas échéant.



[NB : Indiquer les principaux critères de qualification qui montrent que le soumissionnaire dispose des capacités techniques et des ressources requises pour mener à bien l'exécution du marché. Ces critères seront détaillés à l'article 29 du RPAO.]

[Le système de notation des offres par attribution des points ne s'appliquera qu'en cas de fourniture complexe ou de grande envergure. Dans le cas contraire seul le mode de notation binaire (oui ou non) sera appliqué.]

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante ou au soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la mieux disante en cas d'Appel d'Offres Restreint.

17- Nombre maximum de lots :

Sans objet.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés de la MIPROMALO Nkolbikok – Yaoundé. BP : 2396 Yaoundé, Tél: (237) 691 14 25 52 Fax : (237) 222 22 37 20. E-mail : mipromalosecretaria@gmail.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO/MOI au numéro

LE DIRECTEUR GENERAL

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Dossiers ;
- SM
- Président CPM concerné
- Affichage chrono



Dr. Libby Bourboulon
Chercheur / Recherche

TENDER NOTICE

INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
DAO/SD/30/SM/2026 OF 06 MARS 2026 FOR THE
ACQUISITION OF A SUV VEHICLE OR A WAGON STATION VEHICLE (IN
EMERGENCY PROCEDURE).

1. Subject of the invitation to tender

As part of the execution of the 2026 BIP MIPROMALO, the Local Materials Promotion Authority (MIPROMALO), the General Manager launches an Open National Invitation to Tender for the acquisition of station wagon vehicle for the MIPROMALO.

2. Nature of services

The services of this tender concern: for the acquisition of a SUV vehicle or a wagon station vehicle (in emergency procedure).

The maximum delivery deadline is **six (06) months**, to be delivered at MIPROMALO's headquarters in Yaoundé.

3. Tranches/Allotment

This call for tenders includes **one tranche**. The tender shall be divided in lots (01) Lot.

4. Estimated cost

The total estimated cost of the operations stand at: **forty-five million (45 000 000) francs CFA**.

5. Estimated deadline(s) and place(s) of delivery

The maximum period provided by MIPROMALO for the delivery of supplies subject to this service request is: **six (06) months**.

6. Participation and origin

Participation in this tender is open to the following prequalified Cameroonian enterprises with technical and financial capabilities to carry out the service on this tender.

7. Funding

Work included in this tender shall be financed by the BIP MINRESI for 2026 fiscal year.

8. Mode of submission

The submission mode chosen for this consultation is **offline**.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is **nine hundred thousand (900 000) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation

concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. The said stamped bond must be accompanied by a receipt of deposit issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDAI) in accordance with circular letter N°00019/LC/MINMAP of June 05, 2024 relating to the modalities of constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of deposit on public contracts.

10. Consultation of Tender File

The file may be consulted during business hours at the Procurement Department of the Mission for the Promotion of Local Materials: B.P 2396 Yaoundé, Tel: (237) 691 14 25 52 Fax: (237) 222 22 37 20; Upon publication of this notice. It may also be consulted online on the COLITE platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm) or on any other means of electronic communication set by the project owner.

11. Acquisition of tender file

The Call for Tenders Documents may be obtained, consulted and withdrawn from the General Affairs Department of the Mission for the Promotion of Local Materials: B.P 2396 Yaoundé, Tel: (237) 691 14 25 52 Fax: (237) 222 22 37 20; Against payment of a sum of forty-five thousand (45 000) CFA francs non-refundable, payable to the CAS-ARMP Special Account No. 335 983 opened with BICEC agencies. It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fees.

12. Submission of bids

Each offer is written in French or English;

- For offline submission, offer written in French or English in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies, marked as such, must reach the Mission for the Promotion of Local Materials, no later than **29 APR 2024** 12 noon and must bear the mention:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N°00019/LC/MINMAP/DG/CIPM/DAI/335983/31/2023 OF 05 MARS 2023 FOR THE
ACQUISITION OF A SUV VEHICLE OR A WAGON STATION VEHICLE (IN
EMERGENCY PROCEDURE).

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation

concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

For the case of Restricted invitation to tender (two-stage opening): it should be mentioned that in addition to the number of copies required in the financial offer, the bidder must present a copy of the financial offer, in a sealed envelope to serve as sample offer marked as such and addressed to the body in charge of the regulation of Public Contracts for preservation. Failure to present the model offer shall lead to the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, right at the opening of bids by the Tenders Board.

14. Opening of bids

The opening of the bids is done in one step. In any event, the opening of the administrative documents and the technical [and/or] financial offers will take place on **29 AVR 2026** at 1pm by the Contracting Authority's or Delegated Contracting Authority's Procurement Commission in the conference room of the Local Materials Promotion Mission.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in the case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, **NO FICHES ADMINISTRATIVES** will be rejected.

[The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File].

15. Evaluation criteria

[Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with at least 80% essential criteria over the 100% threshold;
- Absence of prospectus, catalogue, drawing, or technical sheet produced by the manufacturer (where applicable);
- Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies in this Tender File, if applicable;
- Failure to produce the required samples at the opening of bids; if applicable;
- Absence or certificate of origin, if applicable;

- Failure to comply with 80% minor technical specifications indicated in the technical specifications of the supplies under this Tender file, if applicable;
- Absence of supplier's approval or authorisation issued by the manufacturer of absence of the supplier's approval or authorisation issued by the distributor approved by the manufacturer accompanied by the approval of the said distributor, if applicable;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last (03) three years;
- the absence of the stamped bid bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDAEC) in accordance with the provisions of circular letter N°00019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, return and withdrawal of bonds in public contracts
- Absence of letter of submission;
- Absence of integrity charter;
- Absence of commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- Failure to comply with the bid file format (in case of online submissions);

NB: Depending on the specificity of the service, other relevant criteria may be added when drafting the Tender File

15.2 Essential criteria

Essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed. It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The technical bids will be evaluated over one hundred (100) marks according to the essential criteria that will focus, namely on::

- Presentation of bid;
- Bidder's references;
- Guarantee deadline;
- Delivery schedule (planning and schedule for the execution of ancillary services);
- Financial capacity;
- After sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical personnel) if applicable;
- A proof of the acceptance of the terms and conditions of the contract;
- Access to a credit line or other financial resources (if applicable);
- Annual turnover, according to the certified balance sheet or the statistical and fiscal statement;
- Personnel qualification and experience, if applicable;
- Logistic means, if applicable;
- Methodology, if applicable.

NB: *[Indicate the main qualification criteria which show that the bidder has the required technical capacities and resources to successfully execute the contract]. [These criteria will be detailed in Article 29 of the RPAO]*

[The notation system of bids by giving points (marks) shall apply only for complex or large-scale supplies. In the contrary only the binary mode shall apply (Yes or No)].

16. Award of contract

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest or the bidder who presented the offer evaluated as the best in case of Restricted invitation to tender.

[The Project Owner or delegated Project owner shall specify in the RPAO the conditions to fulfill in order to be successful bidder]

17. Maximum number of lots:

A candidate may tender for one or several lots, but cannot be awarded more than one lot;

18. Duration of validity of bids

Bidders will remain committed to their offers for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

19. Further information

Additional information may be obtained during business hours from the MINMAP/NACC Nkolbikok Procurement Department – Yaoundé. PO Box: 2396 Yaoundé. Tel: (+237) 699 44 25 52 Fax: (+237) 222 22 37 20. E-mail: mipromalosecretaria@gmail.com or online on the COLLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and malpractices

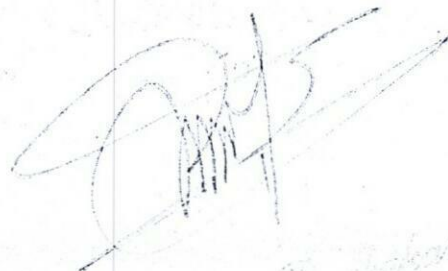
For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP at

..... or the PO/DPO at

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP
- Files;
- SM
- Chairperson of the CPM concerned;
- Notice board/file

THE GENERAL MANAGER



Dr. Likibiy B. Nkoulou
Chercheur / Rechercheur

